

Brochure n° 3056

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1880. – NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

---

**AVENANT N° 1 DU 18 FÉVRIER 2016**

**À L'ACCORD DU 21 SEPTEMBRE 2010**

**RELATIF AU DIALOGUE SOCIAL**

**NOR : ASET1650541M**

---

**PRÉAMBULE**

Par le présent avenant les parties conscientes de l'évolution du droit de la négociation collective qui suppose de répondre à de nombreuses obligations légales de négociation d'une technicité croissante, ont estimé nécessaire la mise en place de moyens supplémentaires permettant de faire face à ces obligations.

En conséquence, il a donc été décidé que les organisations syndicales représentatives de salariés au niveau de la branche pourront bénéficier de réunions de travail préparatoires aux conditions prévues par les dispositions qui suivent.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Nombre de réunions. – Lieu des réunions*

En vue de préparer les réunions de la commission mixte paritaire de négociation, chaque organisation syndicale représentative au plan national dans la branche du négoce de l'ameublement pourra bénéficier de 3 journées préparatoires par année civile. Ces journées préparatoires se tiendront à Paris ou en région parisienne.

**Article 2**

*Information préalable*

Les participants bénéficient du droit à absence de leur entreprise pour ces journées préparatoires sous réserve de respecter un délai de prévenance de l'employeur ou de son représentant d'au moins 5 semaines. Dans l'information donnée par l'organisation syndicale représentative, figureront la date de la réunion préparatoire et le nom des participants. Cette information sera faite simultanément à la FNAEM.

**Article 3**

*Participants*

Pour chaque organisation syndicale représentative au plan national dans la branche du négoce de l'ameublement, trois salariés pourront participer à ces réunions. Les autorisations d'absence seront accordées au maximum à un seul salarié de l'une de ces organisations syndicales, par entreprise.

## **Article 4**

### *Indemnisation*

Les participants à ces réunions sont indemnisés et rémunérés conformément aux dispositions de l'article 11 de la convention collective.

## **Article 5**

### *Dispositions diverses*

Le présent avenant constituera l'article 5 de l'accord du 21 septembre 2010 qu'il abroge et auquel il se substitue. Il sera donc constitué ainsi :

« Article 5. – Commissions préparatoires

5.1. Nombre de réunions (art. 1<sup>er</sup> ci-dessus)

5.2. Modalités (art. 2 ci-dessus)

5.3. Information préalable (art. 2 ci-dessus)

5.4. Participants (art. 3 ci-dessus)

« 5.5. Indemnisation (art. 4 ci-dessus) »

Dès l'année 2016, chaque organisation syndicale représentative au plan national dans la branche du négoce de l'ameublement pourra bénéficier des dispositions contenues dans ce présent avenant.

## **Article 6**

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant prendra effet dès sa signature. Il sera déposé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction générale du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail. Son extension sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 18 février 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FNAEM.

### **Syndicats de salariés :**

FS CFDT ;

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC.